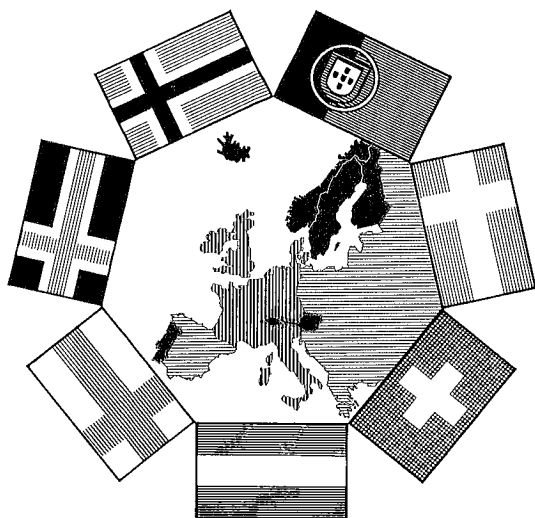


L'Association européenne de libre-échange

AUTRICHE / FINLANDE / ISLANDE / NORVÈGE
PORTUGAL / SUÈDE / SUISSE
(et Méditerranée)



Sommaire

Les origines de l'AELE	1
La Convention de Stockholm	2
Quelques statistiques de base	8
Le cheminement de l'AELE vers une zone de libre-échange	9
Vers un marché européen unifié	11
Les échanges de l'AELE	15

Publié par le Secrétariat de l'AELE
9-11, rue de Varembe, 1211 Genève 20

Août 1973

Les origines de l'AELE

Après la deuxième guerre mondiale, les pays de l'Europe occidentale, placés en face de dangers communs et de problèmes économiques et politiques interdépendants, ont institué des organisations internationales pour les aider à coordonner leur politique et à concerter leur action. L'une des plus importantes d'entre elles, l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) a été fondée en 1948 pour accélérer le relèvement commun de ses seize membres et pour distribuer l'aide américaine *. Sous l'égide de l'OECE, la production et les échanges de ces seize pays ont connu un essor rapide ; les restrictions à leurs échanges et à leurs paiements réciproques ont été abolies progressivement.

Mais, quelques-uns des pays de l'OECE désiraient aller plus avant dans la suppression des obstacles économiques et dans l'institution d'organismes communs. Le premier résultat concret de cette politique a été le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) — au premier chef une union douanière pour le charbon et les produits ferreux — et qui est entré en vigueur en juillet 1952, après avoir été ratifié par les six pays membres : la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et la République fédérale d'Allemagne. En juin 1955, les ministres des six pays se rencontrèrent à Messine (Sicile) pour prendre de nouvelles décisions ; après des négociations longues et délicates, deux traités furent signés à Rome en mars 1957. Le premier instituait la Communauté économique européenne (CEE) ; sa principale caractéristique est la création d'un marché commun par la réduction graduelle et l'élimination de toutes les restrictions fiscales et physiques à la libre circulation des marchandises, des capitaux et des personnes entre les pays membres, l'harmonisation de leurs politiques économiques et la consolidation de leurs tarifs douaniers nationaux en un système unique, applicable à toutes les importations ne provenant pas de la Communauté. Le second traité cherchait à coordonner les projets relatifs à la recherche et à l'utilisation de l'énergie nucléaire par la création d'une Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM). Les deux traités sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 1958 ; ils contiennent des dispositions relatives à l'adhésion et à l'association éventuelles d'autres pays européens désireux de se joindre d'une façon ou d'une autre à ces communautés.

La constitution des communautés européennes a posé nombre de problèmes aux autres pays de l'Europe occidentale : en effet, ils se sont inquiétés, d'une part, des effets probables sur leurs échanges, qui sont intenses, avec les pays de la Communauté et, d'autre part, d'une division et d'un affaiblissement potentiels de l'Europe occidentale dans son ensemble. Ils hésitèrent toutefois à apporter à leur politique économique et sociale, et surtout à leur politique agricole, les modifications très importantes qui auraient été indispensables pour entrer dans la Communauté. Ainsi la Grande-Bretagne rencontra des difficultés particulières en raison des dispositions tarifaires qui,

* L'OECE a été remplacée en 1961 par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). La participation à l'OCDE, qui cherche à renforcer la coopération économique internationale, n'est pas limitée aux pays de l'Europe occidentale.

depuis si longtemps, régissent ses relations avec le Commonwealth ; l'Autriche, la Suède et la Suisse voulaient pour leur part éviter tout engagement pouvant compromettre leur statut de neutralité. Ces pays cherchèrent donc le moyen de concilier les intérêts des Six et ceux des autres membres de l'OECE.

On entreprit tout d'abord des négociations, sous l'égide de l'OECE, en vue de l'établissement d'une zone de libre-échange comprenant tous les pays de l'OECE et englobant tous les produits industriels, à l'exception des produits de l'agriculture et de la pêche. Mais en novembre 1958, après de longues négociations, le gouvernement français déclarait cette solution impraticable. Sept pays membres de l'OECE n'appartenant pas au Marché commun (l'Autriche, le Danemark, la Norvège, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse) décidèrent alors d'instituer une Association européenne de libre-échange (AELE) pour les produits industriels *. A cette occasion, ils réaffirmèrent leur intérêt à la conclusion d'un large accord européen et déclarèrent, dans une résolution distincte approuvée en même temps que la Convention, qu'ils considéraient leur association comme une étape vers un accord entre tous les pays membres de l'OECE.

La Convention de Stockholm

La Convention de l'AELE (dite Convention de Stockholm, parce qu'elle a été paraphée dans la capitale suédoise en novembre 1959) est entrée en vigueur le 3 mai 1960, après le dépôt auprès du gouvernement suédois des instruments de ratification par les Etats signataires.

Aux termes de la Convention, l'AELE a pour objectifs :

- « a) de favoriser dans la Zone et dans chaque Etat membre l'expansion soutenue de l'activité économique, le plein emploi, l'accroissement de la productivité ainsi que l'exploitation rationnelle des ressources, la stabilité financière et l'amélioration continue du niveau de vie ;
- b) d'assurer aux échanges entre Etats membres des conditions de concurrence équitable ;
- c) d'éviter entre Etats membres des disparités sensibles de conditions d'approvisionnement en matières premières produites dans la Zone, et
- d) de contribuer au développement harmonieux et à l'expansion du commerce mondial ainsi qu'à l'élimination progressive des obstacles qui l'entravent. » (article 2)

Un accord d'association entre l'AELE et la Finlande a été signé en mars 1961. En 1970, l'Islande est entrée dans l'AELE en qualité de membre à part entière (voir p. 5).

* Le Danemark et le Royaume-Uni se sont retirés de l'AELE le 31 décembre 1972 (voir p. 12).

Les clauses de la Convention

Voici un résumé des dispositions les plus importantes de la Convention.

Les droits de douane à l'importation

L'article 3 établit un calendrier pour la réduction des droits de douane à l'importation des produits industriels faisant l'objet d'échanges entre les Etats membres. Le calendrier adopté constituait un minimum d'exigences, et le Conseil de l'AELE était autorisé à examiner la possibilité d'accélérer le processus, ce qui fut fait.

Les règles d'origine et le régime tarifaire de l'AELE

Zone de libre-échange et non union douanière, l'AELE n'a pas de tarif extérieur commun. Tout en supprimant les barrières aux échanges avec ses partenaires de la Zone, chaque pays membre conserve son propre tarif extérieur. Cela signifie que des « règles d'origine » sont nécessaires pour éviter tout détournement de trafic, c'est-à-dire que des marchandises n'entrent dans la Zone par le biais d'une importation dans le pays membre appliquant le droit le plus bas, pour y circuler ensuite librement, se soustrayant aux droits plus élevés perçus par les autres pays membres. L'article 4 et l'annexe B de la Convention de Stockholm déterminent les règles d'origine selon lesquelles seules les marchandises qui sont des produits « originaires de l'AELE » sont admises au bénéfice du régime tarifaire de la Zone. Lorsque les accords de libre-échange (voir p. 12) sont entrés en vigueur en 1973 entre les pays de l'AELE et les Communautés, les nouvelles règles d'origine de ces accords ont été adoptées pour régir également les échanges entre les pays de l'AELE. Ces règles sont énoncées à la page 14.

Les restrictions quantitatives à l'importation

Les restrictions quantitatives à l'importation devaient être éliminées conformément aux dispositions de l'article 10. Le calendrier établi pour la suppression des contingents restants a été accéléré, de sorte que le programme est maintenant achevé (voir page 9).

Autres mesures de politique commerciale

La Convention contient également des dispositions concernant les détournements de trafic (article 5) ; l'élimination de l'élément de protection contenu dans les droits fiscaux et les taxes intérieures (article 6) ; la ristourne des droits de douane (« drawback »), c'est-à-dire le remboursement des droits de douane à l'importation des matières qui sont ensuite réexportées ou incorporées à des marchandises exportées (article 7) ; enfin, l'élimination des droits de douane et des restrictions quantitatives à l'exportation à partir du 1^{er} janvier 1962 (articles 8 et 11).

Les règles de concurrence

Les articles 13 à 17 énumèrent les mesures à prendre pour que les bénéfices qu'il y a lieu d'attendre de l'élimination des droits de douane et des res-

trictions quantitatives ne soient pas réduits à néant par d'autres types d'aides gouvernementales, pratiques d'achat des entreprises publiques, pratiques commerciales restrictives, restrictions apportées au droit d'établissement, c'est-à-dire à la liberté d'établir des entreprises sur le territoire des autres Etats membres, ou encore par le dumping.

Les exceptions

Les Etats membres peuvent être dispensés de l'obligation de remplir certains de leurs engagements découlant de la Convention dans certaines circonstances, pour des motifs de sécurité, ou en raison du déséquilibre de leur balance des comptes, ou encore de difficultés survenant dans l'un ou l'autre secteur de leur économie (articles 18 à 20).

L'agriculture

Bien que l'AELE soit une zone de libre-échange pour les produits industriels, les intérêts agricoles de ses membres n'ont pas été négligés. Ainsi, l'article 22 déclare qu'en ce qui concerne l'agriculture, l'objectif de l'Association est de faciliter une expansion des échanges qui assure une réciprocité raisonnable aux Etats membres dont l'économie dépend, dans une large mesure, de l'exportation de produits agricole. Cette expansion des échanges de produits agricoles s'effectue principalement par la conclusion d'accords bilatéraux (voir p. 10). La plupart des produits agricoles figurent à l'annexe D à la Convention ; les dispositions de la Convention ne leur sont pas applicables. Toutefois, certains produits agricoles composés sont considérés comme des produits industriels et bénéficient, par conséquent, des réductions tarifaires.

Le poisson

La plupart des poissons et autres produits de la mer énumérés à l'annexe E sont exclus des dispositions générales de la Convention et font l'objet de dispositions spéciales, aux articles 27 et 28. Cependant, certains types de poissons et de produits de la mer (par exemple les conserves de poisson en boîtes, les huiles et farines de poisson) sont considérés comme des produits industriels aux fins de la Convention. Quant aux autres poissons et produits de la mer figurant à l'annexe E, ils restent soumis aux dispositions particulières des articles 27 et 28 (voir p. 10).

Les transactions invisibles et les mouvements de capitaux

La Convention n'a pas estimé devoir ajouter de nouvelles obligations à celles qui découlent des autres accords internationaux sur ces questions.

Les consultations

Selon l'article 31, un Etat membre peut porter devant le Conseil tout cas dans lequel il estime qu'un bénéfice que lui confère la Convention ou qu'un objectif de l'Association est ou peut être compromis. Le Conseil examine le cas et fait des recommandations, qui sont prises à la majorité.

Les dispositions institutionnelles

Le Conseil est l'organe principal de l'Association ; il se réunit soit au niveau des ministres, soit à celui des délégués permanents. Chaque Etat membre y est représenté et y dispose d'une voix. Le Conseil exerce les pouvoirs et les fonctions que lui confère la Convention ; il peut créer les organes qui lui paraissent nécessaires à l'accomplissement de ses tâches et prendre des décisions obligatoires pour tous les Etats membres, ou encore leur adresser des recommandations. Comme le prescrit la Convention, les décisions et les recommandations sont prises à l'unanimité chaque fois qu'elles entraînent de nouvelles obligations, ou à la majorité. Aux termes de la Convention, le Conseil arrête les règles de procédure et constitue un secrétariat. Enfin, il peut établir des relations avec d'autres organisations internationales (article 32 à 36).

L'adhésion et l'association

Tout Etat peut demander à adhérer à l'AELE, et tout Etat, union d'Etats ou organisation internationale peut demander à s'y associer. L'adhésion (soit la participation pleine et entière) doit être approuvée à l'unanimité par le Conseil, qui peut en spécifier les termes et les conditions. La ratification par les Etats membres n'est pas nécessaire. En revanche, un accord d'association doit être ratifié par chacun d'eux.

Le retrait de l'Association

Tout Etat membre peut se retirer de l'AELE moyennant un préavis écrit de douze mois.

L'Accord d'association avec la Finlande

L'Accord d'association Finlande-AELE a été signé à Helsinki, le 27 mars 1961, et il est entré en vigueur en juin de la même année. Le principe fondamental de l'Accord était de créer une nouvelle association de libre-échange entre les pays de l'AELE et la Finlande : c'est pourquoi il prévoyait l'abolition graduelle des droits de douane et des restrictions quantitatives à l'importation conformément à un calendrier qui, dans ses grandes lignes, suivait celui de la Convention de Stockholm ; droits et restrictions ont été supprimés définitivement à la fin de 1967. Quant aux autres dispositions, elles sont semblables à celles de la Convention de l'AELE, à quelques exceptions près qui prennent en considération les problèmes particuliers de l'économie finlandaise. Un Conseil mixte, formé des représentants des pays de l'AELE et de la Finlande, connaît de toutes les questions concernant l'application de l'accord. La coopération entre la Finlande et l'AELE s'est affirmée de plus en plus vigoureusement au cours des dernières années.

L'entrée de l'Islande dans l'Association

En novembre 1968, l'Islande, qui a des liens historiques et culturels avec les membres scandinaves de l'Association, a demandé à y adhérer. Elle a

signé la Convention de Stockholm et l'Accord d'association avec la Finlande au début de 1970.

L'application de la Convention

Le Conseil de l'AELE se réunit régulièrement, en général une fois par semaine, au niveau des délégués permanents à Genève. Les réunions ministérielles du Conseil ont lieu deux fois l'an. Les réunions du Conseil mixte de l'AELE et de la Finlande — que ce soit au niveau ministériel ou à celui des délégués permanents — ont généralement lieu en même temps, et la plupart des questions sont ainsi discutées d'une manière approfondie au sein du Conseil mixte.

La structure des comités

Le Conseil a institué un certain nombre de comités permanents :

1. Le comité douanier s'occupe de l'application pratique des dispositions de la Convention relatives aux questions d'administration douanière et, en particulier, du fonctionnement des règles concernant le régime tarifaire de l'AELE ; il encourage également la coopération entre les administrations douanières des pays membres.
2. Le comité des experts commerciaux a un champ d'activité qui s'étend à des questions techniques du domaine commercial, aussi nombreuses que variées, qui se posent lors de l'application de la Convention.
3. Le comité de l'agriculture et des pêcheries.
4. Le comité du budget assiste le Conseil dans les questions budgétaires.

Ce sont en général des fonctionnaires des pays de l'AELE qui participent aux travaux de ces comités.

Deux autres comités importants de l'AELE se réunissent régulièrement : ce sont le comité consultatif et le comité économique.

Le comité consultatif est composé de personnes indépendantes, de formation différente et venant de tous les pays de l'AELE, Finlande comprise : représentants des syndicats, de la paysannerie, des milieux de l'industrie, du commerce et de la banque. Ce comité donne des avis d'ordre général et il constitue un lien précieux, en dehors des cercles gouvernementaux, entre l'Association et l'opinion publique.

Le comité économique se réunit ordinairement une fois l'an et peut être convoqué plus souvent, si la situation l'exige.

Le comité de développement économique se réunit aussi de temps à autre, selon les besoins. Il a été institué en vue de faciliter la coopération dans le domaine du développement économique ; il comprend des fonctionnaires nationaux des pays de l'AELE assistés, si nécessaire, par des sous-comités d'experts choisis dans les milieux des affaires, de la banque ou des universités. Ses activités sont décrites plus loin, à la page 11.

Des groupes de travail sont établis selon les besoins pour étudier des problèmes particuliers. Ces dernières années notamment, certaines questions qui auraient pu être confiées à des groupes de travail ont été examinées au cours des réunions des chefs adjoints des délégations nationales auprès de l'AELE agissant, en fait, comme des groupes de travail.

Les relations avec d'autres organisations internationales et d'autres pays

L'AELE entretient des relations avec un certain nombre d'organisations intergouvernementales dont l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), le Conseil de l'Europe, le Conseil de coopération douanière et le Conseil nordique. Les règles de procédure de l'OCDE contiennent une disposition selon laquelle le secrétaire général de l'AELE ou son représentant peuvent participer aux réunions des organismes de l'OCDE. (Les relations entre les pays de l'AELE et les Communautés européennes sont examinées séparément, en pp. 11 à 14.)

Un groupe de travail mixte où sont représentés tous les pays de l'AELE et la Yougoslavie a été institué en 1967, en vue de favoriser le développement de la coopération économique et technique, y compris l'expansion des échanges entre la Yougoslavie et l'AELE. Depuis lors, la Yougoslavie a participé, en qualité d'observateur, à diverses réunions des comités techniques de l'AELE.

En relation avec les sessions de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, les parlementaires des pays de l'AELE ont instauré la pratique de tenir des réunions régulières, encore que dépourvues de tout caractère officiel, pour discuter de l'évolution dans l'AELE et des développements de l'intégration européenne dans son ensemble.

QUELQUES STATISTIQUES DE BASE DES PAYS DE L'AELE

	<i>Autriche</i>	<i>Finlande</i>	<i>Islande</i>	<i>Norvège</i>	<i>Portugal</i>	<i>Suède</i>	<i>Suisse</i>
POPULATION (1971)	7,46 mio.	4,68 mio.	210.000	3,9 mio.	8,95 mio.	8,11 mio.	6,3 mio.
MAIN-D'ŒUVRE (1970)	3,03 mio.	2,13 mio.	68.000	1,4 mio.	3,4 mio.	3,5 mio.	2,5 mio.
Ind. manufacturière, construction et ind. extractive, en % du total	39,1 %	33,0 %	33,8 %	35,6 %	33 %	38,5 %	49,5 %
Agriculture, sylviculture et pêcheries, en % du total	17,4 %	20,2 %	24,3 %	19,5 %	35 %	8,1 %	11,2 %
Services, y compris l'énergie, en % du total	43,5 %	46,8 %	41,9 %	44,9 %	32 %	53,4 %	39,3 %
SUPERFICIE en km²	83.850	337.000	103.000	324.220	88.500	411.406	41.288
CAPITALES	Vienne	Helsinki	Reykjavik	Oslo	Lisbonne	Stockholm	Berne
Population (1970)	1.600.000	535.000	82.000	487.000	1.100.000	1.335.000	259.000
INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (1971) (1963 = 100)							
En général	145	164	—	150	168	149	146
Industrie manufacturière	142	165	—	148	167	142	146
INDICE DES PRIX (1971)							
Prix de gros (1963 = 100)	122	148,7		129	127	130	114
Prix à la consommation (1963 = 100)	134	122	250	149	163	145	134,6
Industries manufacturière et extractive, en % du PNB	35,7 %	30,4 %	18 %	28,8 %	36,6 %	27,0 %	37,1 %
Services, en % du PNB	47,4 %	45,9 %	46 %	56,7 %	41,0 %	60,8 %	46,7 %
Agriculture, sylviculture et pêcheries, en % du PNB	6,9 %	14,0 %	23 %	6,3 %	17,3 %	4,1 %	6,4 %
Construction, en % du PNB	10 %	9,7 %	13 %	8,2 %	5,1 %	8,1 %	9,8 %
COMMERCE EXTERIEUR (1972) (en millions de dollars *)							
Exportations totales (f.o.b.)	3.852	2.947	189	3.280	1.287	8.654	6.832
% des exportations dans l'AELE	19 %	25 %	17 %	21 %	15 %	21 %	11 %
% des exportations vers la CEE (des Neuf)	49 %	43 %	33 %	50 %	47 %	50 %	46 %
Importations totales (c.a.f.)	5.175	3.197	231	4.371	2.185	7.946	8.465
% des importations provenant de l'AELE	11 %	25 %	14 %	26 %	10 %	18 %	10 %
% des importations provenant de la CEE (des Neuf)	65 %	42 %	53 %	45 %	46 %	57 %	69 %
DIVERS							
Quotidiens pour 1000 habitants (1970)	268	249	448	338	71	534	375
Téléphones pour 1000 habitants (1970)	193		347	294	78	537	482
Récepteurs de radiodiffusion et de télévision pour 1000 habitants (1970)	465	596	486	527	185	352 **	498
Voitures privées pour 1000 habitants (1970)	160	150	190	192	65	282	220

* Aux taux de change suivants : 1 \$ = 23,3 schillings autrichiens, 4,1 marks finlandais, 88,44 couronnes islandaises, 6,59 couronnes norvégiennes, 27,25 escudos, 4,8129 couronnes suédoises et 3,819 francs suisses.

** Dès 1970, la Suède a délivré une seule concession pour la radiodiffusion et la télévision, ce qui en a fortement diminué le nombre.

Le cheminement de l'AELE vers le libre-échange

Les droits de douane à l'importation

La Convention de l'AELE prévoit la réduction graduelle et l'abolition définitive de tous les droits de douane protecteurs sur les produits industriels originaires de la Zone.

Le calendrier des réductions tarifaires prévu à l'origine par la Convention était destiné à assurer l'élimination des droits de douane le 1^{er} janvier 1970. Mais ce calendrier a été avancé à tel point que pratiquement tous les droits de douane ont été supprimés le 31 décembre 1966. En vertu de l'Accord d'association Finlande-AELE, la Finlande a supprimé ses droits de douane pour les produits industriels en provenance des pays de l'AELE à la fin de 1967.

La Convention contient des clauses spéciales pour le Portugal : bien qu'il suive le calendrier général des réductions pour certaines marchandises, ce pays bénéficie pour la plupart des produits figurant à l'annexe G d'un calendrier spécial. La date limite pour l'élimination des droits de douane est fixée au 1^{er} janvier 1980. Quant aux droits grevant les produits de l'annexe G, ils ont été ramenés à 40 % de leur niveau de base le 1^{er} janvier 1973.

Les droits de douane protecteurs islandais sont abaissés conformément à un calendrier qui les amènera à zéro le 1^{er} janvier 1980. Une première réduction de 30 % a été effectuée lors de l'adhésion de l'Islande ; à partir de 1974, on procédera à une réduction de 10 % le 1^{er} janvier de chaque année.

Les restrictions quantitatives à l'importation

Les pays de l'AELE ont procédé à l'abolition des restrictions quantitatives à l'importation, comme à celle des droits de douane, avec beaucoup plus d'empressement que ne le prévoyait la Convention. En effet, à la fin de 1963, les Etats membres avaient supprimé la plupart de leurs restrictions quantitatives relatives aux marchandises de l'AELE et considérablement assoupli les limites de presque tous les contingents en vigueur. Les contingents restants ont été pratiquement tous supprimés définitivement à la fin de 1966.

Les autres obstacles aux échanges

L'abolition des droits de douane et des contingents a conféré une plus grande importance aux autres obstacles aux échanges qui alimentent maintenant une bonne part des travaux de l'AELE.

Une partie de ces activités traite des « règles de concurrence » de la Convention de Stockholm. Ces cinq règles ont chacune fait l'objet d'une étude approfondie par des groupes de travail. Le Conseil de l'AELE est parvenu à un accord sur l'interprétation de quatre d'entre elles, qui traitent

des aides gouvernementales, des politiques d'achat des entreprises publiques, des pratiques commerciales restrictives et du droit d'établissement, interprétation qu'il a publiée bien que certains points restent encore à élucider. On a également arrêté une procédure pour traiter des violations « prima facie » des règles sur les pratiques commerciales restrictives. Quant à la cinquième de ces règles, qui se rapporte aux importations faisant l'objet de dumping et de subventions, le Conseil a accepté la recommandation d'un groupe de travail, qui n'a pas estimé nécessaire de compléter les dispositions en vigueur. Les travaux se poursuivent pour veiller à ce que la législation et la pratique de tous les pays membres n'entravent pas l'application des accords sur l'interprétation.

Les autres travaux en cours sur les autres obstacles aux échanges portent sur des questions qui ne sont pas abordées dans la Convention de Stockholm. De sérieux progrès ont été accomplis en matière de prescriptions techniques obligatoires. Les gouvernements de l'AELE, notamment, ont été les premiers à convenir d'un programme pour l'utilisation réciproque de certains rapports d'essais sur le matériel électrique entre les laboratoires des pays de l'AELE. Ainsi le fabricant de matériel électrique n'a plus besoin, avant de pouvoir vendre son produit, de le soumettre à des essais séparés dans chacun des huit pays participants. En 1970, les pays de l'AELE ont adopté la Convention pour la reconnaissance mutuelle des inspections concernant la fabrication des produits pharmaceutiques. Le même principe de reconnaissance mutuelle des inspections a été étendu aux appareils à pression, aux équipements de sauvetage et de lutte contre l'incendie à bord de navires, aux machines et tracteurs agricoles, aux appareils à gaz et au poinçonnement des ouvrages en métaux précieux. Tous ces accords auront des répercussions importantes sur la libéralisation des échanges des produits concernés.

Bien que les arrangements précités aient été élaborés sous les auspices de l'AELE, ils constituent des accords séparés et sont, par conséquent, indépendants de l'Association. Ainsi, le Danemark et le Royaume-Uni restent parties à ces accords, bien qu'ils aient quitté l'AELE. Ceux-ci sont d'ailleurs ouverts à la participation des autorités compétentes de n'importe quel pays.

Les échanges de produits agricoles

Les règles de la Convention relatives à l'abolition automatique des droits de douane et des contingents ne s'appliquent pas aux produits agricoles énumérés à l'annexe D, bien que l'Association se soit expressément fixé comme but d'encourager l'expansion du commerce de ces produits. Un certain nombre d'accords bilatéraux enregistrant des concessions dans ce domaine ont d'ailleurs été conclus.

Le commerce de poisson et de produits de la mer

Comme les produits agricoles, le poisson et les produits de la mer (énumérés à l'annexe E de la Convention) ne sont, en général, pas soumis aux règles de suppression automatique des droits de douane et des contingents,

bien que l'expansion du commerce de ces produits soit un objectif reconnu de la Convention. Le groupe important des filets de poisson congelés est toutefois exclu de l'annexe E et il jouit donc de la franchise de droits de douane.

Le comité de développement économique

Lors de leur réunion à Lisbonne, en 1963, les ministres décidèrent d'établir un comité de développement économique destiné à faciliter la coopération dans ce domaine entre les gouvernements comme entre les entreprises privées. Le comité a pour tâche d'examiner toutes les questions liées au développement économique que lui soumet le Conseil, puis de recommander à ce dernier le moyen le mieux indiqué, à son sens, pour leur étude approfondie (groupes de travail, groupes d'experts, etc.). Ses fonctions consistent essentiellement à mettre les connaissances et les conseils des spécialistes, ainsi que les ressources techniques et la capacité d'organisation qui existent dans certains pays de l'Association, à la disposition de leurs partenaires, contribuant ainsi à la solution des problèmes qui se posent à eux. Le comité a patronné et publié une série d'études sur des questions touchant au développement régional. Il a aussi examiné des sujets tels que la manutention des cargaisons ordinaires dans les ports de l'AELE, la situation particulière d'industries choisies, divers aspects du tourisme et la sous-traitance internationale.

Vers un marché européen unifié

La réalisation par l'Association d'une zone de libre-échange a été marquée, au cours des neuf premières années de son existence, par le fonctionnement harmonieux de ses institutions et par l'esprit de coopération qui a animé ses membres. Mais les pays de l'AELE n'ont jamais perdu de vue leur second objectif, à savoir la création d'un marché unique pour toute l'Europe occidentale.

L'AELE et la Communauté économique européenne

Dès le début, l'AELE a affirmé que ses membres étaient résolus à faire tout ce qui était en leur pouvoir pour réunir les deux groupes économiques européens. En fait, deux tentatives majeures ont été faites dans ce sens durant les années soixante. La première, émanant du gouvernement britannique, en vue d'une adhésion à la Communauté se solda par un échec en janvier 1963, surtout en raison de l'opposition de la France. Dès lors, les demandes d'adhésion du Danemark et de la Norvège sont restées en suspens, de même que celles des autres pays de l'AELE visant la conclusion d'accords de libre-échange adéquats avec la Communauté. Une seconde tentative fut faite par le

gouvernement britannique, en 1967, qui échoua elle aussi à la suite d'un second veto.

Pourtant, la situation devait changer radicalement après la Conférence au sommet des chefs de gouvernement de la CEE, à La Haye, au début de décembre 1969. A cette réunion, les Six ont accepté en principe d'élargir la Communauté pour y admettre de nouveaux membres et ont reconnu la nécessité de conclure des accords commerciaux avec ceux des pays de l'AELE qui ne devaient pas demander leur adhésion à la Communauté.

Le 30 juin 1970, des négociations étaient entamées entre le Conseil des ministres de la Communauté et les trois pays de l'AELE qui demandaient à se joindre au Marché commun, le Danemark, la Grande-Bretagne et la Norvège. Trois mois plus tard, des entretiens exploratoires débutaient entre la Commission des Communautés et les six pays de l'Association qui cherchaient à établir des relations spéciales avec la CEE, soit l'Autriche, la Finlande, l'Islande, le Portugal, la Suède et la Suisse.

Vers janvier 1972, les négociations entre les Communautés et les gouvernements britannique, danois et norvégien se terminaient de manière satisfaisante. Et le 2 janvier, les trois pays concernés signaient le traité d'adhésion, prévoyant leur entrée dans le Marché commun le 1^{er} janvier 1973. Le Danemark et le Royaume-Uni sont effectivement devenus membres des Communautés à cette date. En Norvège, toutefois, la proposition d'adhésion n'a pas rallié la majorité du peuple norvégien appelé à se prononcer en septembre 1972. Le gouvernement présenta alors sa démission et une nouvelle administration fut mise en place, chargée de négocier un accord de libre-échange avec les Communautés. Cet accord a été signé le 14 mai 1973 et est entré en vigueur le 1^{er} juillet 1973.

Les accords de libre-échange

Dans l'intervalle, les négociations entre les pays restant dans l'AELE et les Communautés ont connu une heureuse conclusion. Le 22 juillet 1972, cinq accords prévoyant le libre-échange des produits industriels étaient signés entre les Communautés, d'une part, et l'Autriche, l'Islande, le Portugal, la Suède et la Suisse, d'autre part ; ils devaient entrer en vigueur également le 1^{er} janvier 1973. L'accord de libre-échange négocié par la Finlande a été paraphé le 22 juillet ; le gouvernement minoritaire alors en place ne s'est pas estimé en mesure de signer un accord de cette importance. Celui-ci sera probablement approuvé par le Parlement avant la fin de 1973.

Il faut remarquer que les accords de libre-échange n'ont pratiquement pas d'effet sur le libre-échange dans l'AELE, entre les sept pays qui restent dans l'Association : il continue, comme par le passé, ayant pour base la Convention de Stockholm. Tous ces accords prévoient pour la réalisation du libre-échange la même période transitoire que celle appliquée par les Communautés aux nouveaux membres — cinq réductions tarifaires de 20 % chacune, prenant effet le 1^{er} avril 1973 et se terminant le 1^{er} juillet 1977. Les accords stipulent également que le libre-échange des produits industriels déjà réalisé entre les pays de l'AELE et le Danemark et le Royaume-Uni subsistera durant toute la période transitoire.

Les accords précités ont ainsi pour effet d'étendre à la quasi-totalité de l'Europe occidentale le libre-échange réalisé auparavant de façon séparée dans l'AELE et dans les Communautés. D'ici la mi-1977, l'ensemble de la région sera un marché unique de plus de 300 millions de consommateurs constituant le groupe économique de beaucoup le plus vaste du monde.

Mais certaines exceptions ont été apportées au calendrier de réductions tarifaires en cinq ans. D'une part, l'Islande bénéficie du même calendrier favorable pour la réduction des droits de douane à l'importation de produits industriels qu'elle avait obtenu en adhérant à l'AELE, en 1970 ; elle bénéficie aussi de concessions importantes sur les produits de la pêche (à condition que le différend qui l'oppose à l'Allemagne et au Royaume-Uni à propos de la limite des eaux de pêche trouve une solution satisfaisante). Le Portugal, lui aussi, est mis au bénéfice d'un calendrier ralenti, aux termes des accords de libre-échange, et les Communautés lui consentent d'importantes concessions sur les exportations de produits agricoles.

D'autre part, pour ce qui est des exceptions négatives, les Communautés ont refusé d'accorder un calendrier de réductions tarifaires en cinq ans pour certains « produits sensibles » provenant des pays de l'AELE. La restriction la plus sévère touche le papier, pour lequel les Communautés ne supprimeront pas les droits de douane à l'importation avant onze ans. Cette disposition affecte surtout la Finlande et la Suède. En outre, certains métaux non ferreux et des alliages sont soumis à une période transitoire de sept ans et à des plafonds indicatifs. Cette disposition entraîne des difficultés particulières pour la Norvège et la Suède.

Un autre secteur dans lequel les accords de libre-échange sont moins tolérants que le régime de l'AELE est celui des produits obtenus à partir de matières premières agricoles, qui sont essentiellement des produits alimentaires transformés. Dans l'AELE, ils étaient considérés comme des produits industriels et exonérés de droits. Aux termes des accords de libre-échange, les droits de douane à l'importation de ces marchandises s'appliquent à deux éléments différents :

- a) la valeur ajoutée par la transformation des matières, c'est-à-dire l'élément industriel, et
- b) le coût des matières premières incorporées, c'est-à-dire l'élément agricole.

Les droits de douane perçus sous lettre *a*) doivent être réduits à zéro, conformément au calendrier normal de réductions tarifaires. Ceux perçus sous lettre *b*) peuvent être maintenus, afin d'assurer des conditions de concurrence égales aux pays dont les industries doivent acquitter des prix différents pour leurs matières premières agricoles. Par mesure de commodité, ce système portant sur deux éléments a été introduit dans les échanges entre les pays de l'AELE à partir du début de 1973.

La première réduction tarifaire de 20 % sur les produits industriels a été opérée le 1^{er} avril 1973 par les Communautés et les pays de l'AELE dont les accords de libre-échange étaient en vigueur à ce moment-là. Ceci à l'exception de l'Autriche qui avait conclu antérieurement un « accord intérimaire » avec les Communautés introduisant, à partir du 1^{er} octobre 1972, une réduction tarifaire réciproque de 30 % sur les droits applicables aux produits industriels. La seconde réduction, de 10 %, au 1^{er} janvier 1974, ramènera

l'Autriche au même niveau que les autres pays de l'AELE qui ont conclu des accords de libre-échange avec les Communautés. Ni la Finlande, ni la Norvège n'ont pris part, pour les motifs indiqués plus haut, à la réduction tarifaire de 20 % appliquée le 1^{er} avril 1973.

Les règles d'origine

Comme nous l'avons indiqué en page 3, les accords de libre-échange contiennent une nouvelle série de règles d'origine déterminant les marchandises admises au bénéfice des réductions tarifaires prévues dans lesdits accords. Ces règles sont complexes et ne peuvent être énoncées que sommairement dans cette brochure. Conformément aux anciennes règles d'origine de l'AELE, un produit sera évidemment admis au bénéfice du régime tarifaire des accords s'il est « entièrement produit » ou « entièrement obtenu » dans le pays d'exportation. Or, ces cas sont l'exception dans une société industrialisée où peu de pays possèdent toutes les matières premières et la capacité industrielle pour réaliser un produit du début à la fin. Par conséquent, le principal critère veut qu'une marchandise, pour être admise au bénéfice des concessions des accords de libre-échange, ait subi une ouvraison ou une transformation ayant pour effet de la ranger sous une position tarifaire autre que celle afférente à chacun des produits mis en œuvre. En règle générale, si l'ouvraison ou la transformation effectuée par le fabricant du pays d'exportation sur des matières d'origine tierce entraîne un changement de position tarifaire pour les produits finis, ceux-ci sont admis au bénéfice du régime tarifaire des accords de libre-échange. Ce principe général est toutefois assorti de conditions qui peuvent varier d'un produit à l'autre et comprendre un procédé de fabrication déterminé ou un critère de pourcentage.

Les nouvelles règles d'origine sont entrées en vigueur le 1^{er} avril 1973 entre les pays de l'AELE et les Communautés et ont été appliquées à cette date également à la Finlande et à la Norvège. Elles sont entrées pratiquement dans les faits par l'émission de nouveaux types de certificats de circulation des marchandises qui accompagnent ces dernières d'un pays à un autre. Etant donné la difficulté pour les administrations douanières d'appliquer des règles d'origine différentes selon les pays, l'Association a décidé d'appliquer les nouvelles règles d'origine des accords de libre-échange également aux échanges à l'intérieur de l'AELE.

Les fabricants ou les négociants désireux de connaître l'incidence des nouvelles règles d'origine sur leurs produits doivent adresser leurs demandes à l'administration douanière du pays où ils se trouvent.

Les échanges de l'AELE

Avec une population totale de quelque 40 millions d'habitants, les sept pays de l'AELE s'attribuent 7,2 % des exportations totales et 9,3 % des importations totales de produits dans le monde. Pendant les douze années écoulées depuis 1959, dernière année avant la création de l'AELE, jusqu'en 1971, les échanges entre les sept pays ont progressé à un taux annuel moyen de 15,4 % l'an.

En 1972, les exportations ainsi que les importations des pays de l'AELE * ont continué à progresser à une cadence rapide. Les exportations totales (f.o.b.), en hausse de 20,5 %, ont atteint 27 milliards de dollars, tandis que les importations totales (c.a.f.) augmentaient de 15,7 %, totalisant 32 milliards de dollars.

Le commerce intrarégional de l'AELE (exprimé en exportations f.o.b.) s'est accru en valeur de 20,3 % en 1972, atteignant 5 milliards 127 millions de dollars. Quelque importante que soit cette augmentation, elle est inférieure à l'accroissement enregistré par les pays de l'AELE sur les marchés des Etats-Unis, de l'Europe orientale et du monde dans son ensemble.

Les échanges avec les neuf pays de la Communauté élargie ont également fait preuve de dynamisme. Les exportations de l'AELE dans cette région ont progressé de 18,8 % en 1972, réalisant 13 milliards de dollars, et les importations de cette provenance de 16,9 %, atteignant 18 milliards de dollars.

Le commerce entre l'AELE et les Etats-Unis a observé une nette progression en 1972, comparé à l'année précédente. Les exportations des pays de l'AELE ont augmenté de 24,6 % pour atteindre 1 milliard 946 millions, alors que leurs importations, en hausse de 11,4 %, totalisaient 1 milliard 947 millions de dollars, ce qui atteste un équilibre remarquable des échanges.

Le commerce avec l'Europe orientale est lui aussi en équilibre pour 1972. Les ventes de l'AELE dans cette région, s'établissant à 1 milliard 634 millions, accusent un accroissement de 23,7 % et les importations de cette provenance de 4,3 %, avec un total de 1 milliard 631 millions de dollars.

Le commerce entre l'AELE et le reste du monde s'est accru en 1972 de 22,4 % en ce qui concerne les exportations, qui se sont élevées à 5 milliards 328 millions. Quant aux importations, elle ont augmenté de 15,1 %, se chiffrant à 4 milliards 927 millions de dollars.

Comme il fallait s'y attendre, les produits manufacturés occupent la plus grande place dans les échanges de l'AELE, s'attribuant la moitié environ des importations et les trois quarts des exportations. La principale exception est le fait de l'Islande ; à peu près 80 % des exportations islandaises sont des produits de l'industrie de la pêche. Le Portugal fait lui aussi exception à cette règle : ses exportations comportent bon nombre de produits agricoles, y compris des produits alimentaires transformés, du vin, du poisson et du liège.

* C'est-à-dire les échanges des sept pays restant dans l'AELE, à l'exclusion du Danemark et du Royaume-Uni.

On observe aussi des différences dans la composition par produits des exportations provenant des autres pays de l'Association. La Finlande, par exemple, exporte essentiellement des produits dérivés du bois, surtout du papier. Ces mêmes marchandises, auxquelles s'ajoutent l'aluminium, le fer, l'acier et des produits chimiques, viennent au premier rang des exportations norvégiennes. Bien que la Suède exporte beaucoup de produits chimiques, de machines et équipements de transport (y compris des automobiles), la moitié de ses ventes à l'étranger consistent en bois d'œuvre, papier, fer et acier. Quant à la Suisse, elle exporte principalement des montres, des machines, des produits chimiques et pharmaceutiques et des textiles.

Les publications de l'AELE

Les publications de l'AELE sont gratuites. Les personnes désireuses de les obtenir peuvent s'adresser au Département de l'information de l'Association européenne de libre-échange, 9-11 rue de Varembe, 1211 Genève 20, Suisse.

Ces publications sont distribuées également par les gouvernements des pays membres de l'AELE.

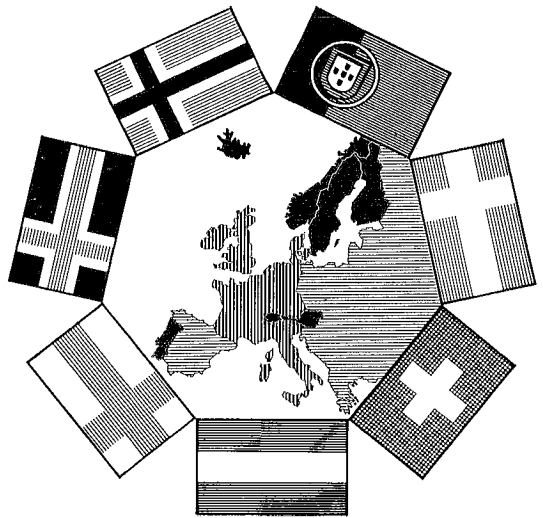
Publications régulières de l'AELE

EFTA Bulletin	Rapporte les événements et les activités courantes de l'AELE et comprend également des articles sur divers sujets intéressant les pays de l'AELE. Paraît neuf fois par an (anglais, français et allemand).
Rapport annuel	Publié au mois de septembre de chaque année; compte rendu des travaux et de l'évolution de l'AELE pendant les douze mois prenant fin en juin; examen des tendances des échanges entre les pays de l'AELE et entre celle-ci et le reste du monde. Rapports des années précédentes encore disponibles (anglais, français et allemand).
Les échanges de l'AELE	Etude approfondie de la structure et des courants d'échange des pays de l'AELE considérés séparément et comme groupe économique. Intéresse surtout les économistes. Publié chaque année (anglais, français et allemand).
La Convention de Stockholm	Convention instituant l'Association européenne de libre-échange et Accord créant une Association entre les Etats membres de l'Association européenne de libre-échange et la République de Finlande. Edition bilingue (anglais-français).

L'AELE, ce qu'elle est, ce qu'elle fait donne une description complète, quoique sommaire, des fonctions et des buts de l'Association (anglais, français et allemand).

Die Europäische Freihandelsassoziation

ÖSTERREICH / FINNLAND / ISLAND / NORWEGEN
PORTUGAL / SCHWEDEN / SCHWEIZ
(und Liechtenstein)



Inhalt

Die Anfänge der EFTA	1
Das Stockholmer Übereinkommen	2
Einige grundlegende Statistiken	8
Die Fortschritte der EFTA auf dem Wege zur Freihandelszone	9
Einem vereinten Europamarkt entgegen . . .	11
Der EFTA-Handel	15

Veröffentlicht vom EFTA-Sekretariat
9-11, rue de Varembé, 1211 Genf 20

Juni 1973

Die Anfänge der EFTA

Die westeuropäischen Länder, die sich seit dem zweiten Weltkrieg gemeinsamen Gefahren und vielen miteinander verquickten wirtschaftlichen und politischen Problemen gegenübersehen, haben eine Reihe von internationalen Organisationen gegründet, um so ihre Politik zu koordinieren und ihre Handlungsweisen aufeinander abzustimmen. Eine der bedeutendsten Organisationen dieser Art war die Organisation für europäische wirtschaftliche Zusammenarbeit (OEEC), die 1948 gegründet wurde, um die wirtschaftliche Erholung ihrer sechzehn Mitgliedsländer zu beschleunigen und die amerikanische Hilfe aufzuteilen*. Unter der Ägide der OEEC wuchsen die Produktion und der Handel dieser 16 Länder sehr rasch, ebenso wurden mengenmäßige Restriktionen und Zahlungsbeschränkungen in ihrem gegenseitigen Handel stufenweise abgebaut.

Einige OEEC-Länder hatten jedoch den Wunsch, im Abbau der wirtschaftlichen Beschränkungen und im Ausbau der gemeinsamen Institutionen noch weiter zu gehen. Das erste konkrete Resultat dieser Politik war der Vertrag zur Errichtung der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl (EGKS), im wesentlichen eine Zollunion für Kohle und Stahl sowie Eisenerz und Schrottprodukte, die im Juli 1952, nach Ratifikation durch die sechs Mitgliedstaaten Belgien, Frankreich, die Bundesrepublik Deutschland, Italien, Luxemburg und die Niederlande im Kraft trat.

Im Juni 1955 trafen sich die Minister dieser sechs Länder zwecks Besprechung weiterer Schritte in Messina, Sizilien. Nach langen und schwierigen Verhandlungen wurden im März 1957 zwei Verträge in Rom unterzeichnet. Der erste sah die Errichtung einer Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft (EWG) vor, deren Hauptcharakteristikum die Schaffung eines gemeinsamen Marktes durch den stufenweisen Abbau und die Beseitigung aller fiskalischen und physischen Beschränkungen der Freizügigkeit des Waren-, Kapital- und Personenverkehrs zwischen den Mitgliedstaaten, die Harmonisierung ihrer Wirtschaftspolitik und die Vereinheitlichung ihrer einzelnen gegenüber Drittländern zur Anwendung kommenden Aussenzölle zu einem gemeinsamen Aussenzoll war. Der zweite Vertrag sah die Koordinierung der Atomforschungs- und Atomenergieprojekte durch eine Europäische Atomenergie-Gemeinschaft (EURATOM) vor. Beide Verträge traten am 1. Januar 1958 in Kraft und sahen auch die Möglichkeit von Mitgliedsansuchen seitens anderer europäischer Länder vor, die der Gemeinschaft beitreten oder mit ihr ein Assoziierungsabkommen eingehen wollten.

Die Bildung der europäischen Gemeinschaften stellte die anderen westeuropäischen Länder, welche nicht nur über die wahrscheinlichen Auswirkungen auf ihren bedeutenden Handel mit den Ländern der Gemeinschaft, sondern auch über die Möglichkeit einer Spaltung und Schwächung Westeuropas insgesamt besorgt waren, vor eine Reihe von Problemen. Sie zögerten jedoch, jene beträchtlichen Änderungen der Wirtschafts- und Sozialpolitik,

* Die OEEC wurde 1961 von der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD) abgelöst. Die Mitgliedschaft zur OECD, deren Ziel die Förderung der internationalen wirtschaftlichen Zusammenarbeit ist, beschränkt sich nicht nur auf die westeuropäischen Länder.

insbesondere aber der Agrarpolitik, vorzunehmen, die mit einem Beitritt zur Wirtschaftsgemeinschaft verbunden sind. Grossbritannien sah sich zum Beispiel auf Grund seiner langjährigen Verbindungen und Zollabkommen mit dem übrigen Commonwealth speziellen Schwierigkeiten gegenüber. Österreich, Schweden und die Schweiz waren darauf bedacht, keine Verpflichtung einzugehen, die als Beeinträchtigung ihres Neutralitätsstatus hätte angesehen werden können. Diese Länder suchten daher nach Möglichkeiten, die Interessen der Sechs und der Sieben sowie der anderen OEEC-Mitglieder auf einen gemeinsamen Nenner zu bringen.

Die ersten derartigen Schritte nahmen unter den Auspizien der OEEC die Form von Verhandlungen über eine Freihandelszone an, die alle OEEC-Länder und Industrieerzeugnisse, nicht jedoch landwirtschaftliche und Fischereiprodukte umfassen sollte. Im November 1958 erklärte jedoch die französische Regierung nach langwierigen Verhandlungen, dass dies für sie nicht durchführbar sei. Sieben Länder, die zwar der OEEC, nicht aber der BWG angehörten (Österreich, Dänemark, Norwegen, Portugal, Schweden, die Schweiz und das Vereinigte Königreich), beschlossen daraufhin die Gründung der Europäischen Freihandelsassoziation (EFTA) für Industrieerzeugnisse*. Gleichzeitig brachten sie neuerlich ihr Interesse an einem umfassenderen europäischen Zusammenschluss in einer besonderen Resolution zum Ausdruck, die zur gleichen Zeit wie das Übereinkommen gebilligt wurde; darin wurde festgestellt, dass sie ihre Assoziation als einen Schritt zu einer Einigung zwischen allen Mitgliedsländern der OEEC betrachten.

Das Stockholmer Übereinkommen

Das EFTA-Übereinkommen (gemeinhin auch nach der Stadt, in dem es im November 1959 paraphiert wurde, das Stockholmer Übereinkommen genannt) trat am 3. Mai 1960, als die Mitgliedstaaten bei der schwedischen Regierung ihre Ratifizierungskunden hinterlegten, in Kraft.

Nach dem Wortlaut des Übereinkommens sind die Ziele der EFTA (Artikel 2) :

- a) In der Zone und in jedem Mitgliedstaat die fortwährende Ausweitung der wirtschaftlichen Tätigkeit, die Vollbeschäftigung, die Steigerung der Produktivität sowie die rationelle Ausnützung der Hilfsquellen, die finanzielle Stabilität und die stetige Verbesserung des Lebensstandards zu fördern,
- b) zu gewährleisten, dass der Handel zwischen den Mitgliedstaaten unter gerechten Wettbewerbsbedingungen erfolgt,
- c) bedeutende Unterschiede zwischen den Mitgliedstaaten in den Bedingungen der Versorgung mit den innerhalb der Zone erzeugten Rohstoffen zu vermeiden, und

* Dänemark und das Vereinigte Königreich traten am 31. Dezember 1972 aus der EFTA aus (siehe Seite 12).

d) zur harmonischen Entwicklung und Ausweitung des Welthandels sowie zur fortschreitenden Beseitigung seiner Beschränkungen beizutragen.

Im März 1961 wurde ein Assoziierungsabkommen zwischen der EFTA und Finnland unterzeichnet. 1970 trat Island als Vollmitglied der EFTA bei (siehe Seite 6).

Der Inhalt des Übereinkommens

Nachstehend wird eine Zusammenfassung der wichtigsten Bestimmungen des Übereinkommens gegeben.

Einfuhrzölle

Ein Zeitplan für den Abbau der Einfuhrzölle auf industrielle Erzeugnisse, die zwischen den Mitgliedstaaten gehandelt werden, wurde in Artikel 3 festgelegt. Es handelte sich dabei um einen Zeitplan, in dem Mindestzeiten für den Zollabbau vorgesehen waren; der EFTA-Rat wurde jedoch ermächtigt, die Möglichkeit einer Beschleunigung zu prüfen. Tatsächlich konnte eine bedeutende Beschleunigung erzielt werden (siehe Seite 9).

Die Ursprungsregeln und die Zollbehandlung der Zone

Da die EFTA eine Freihandelszone und nicht eine Zollunion ist, hat sie keinen gemeinsamen Aussenzoll. Während die Zollschränken gegenüber den Partnerländern beseitigt werden, behält jedes EFTA-Land seine eigenen Aussenzölle bei. Dies bedeutet, dass « Ursprungsregeln » erforderlich sind, um Handelsverzerrungen zu vermeiden, d.h. um zu verhindern, dass Waren aus Nichtmitgliedsländern in ein Mitgliedsland mit niedrigen Aussenzöllen eingeführt werden und sodann innerhalb der Freihandelszone frei zirkulieren, wodurch die höheren Einfuhrzölle anderer Mitgliedsländer umgangen würden. Im Artikel 4 und im Anhang B des Stockholmer Übereinkommens wurden diese Ursprungsregeln festgelegt, die gewährleisten, dass nur Waren mit « EFTA-Ursprung » innerhalb der EFTA zollfrei gehandelt werden konnten. Als die Freihandelsabkommen zwischen den EFTA-Ländern und den Europäischen Gemeinschaften im Jahre 1973 angewandt wurden (siehe Seite 14), wurden die in diesen Abkommen festgelegten Ursprungsregeln auch für den Handel zwischen den EFTA-Ländern eingeführt. Diese Regeln sind auf Seite 14 näher beschreiben.

Mengenmässige Einfuhrbeschränkungen

Mengenmässige Einfuhrbeschränkungen mussten gemäss den in Artikel 10 festgelegten Bedingungen beseitigt werden. Der Zeitplan für den Abbau der noch verbleibenden Kontingente ist später beschleunigt worden und ist nun erfüllt (siehe Seite 9).

Andere den Handel betreffende Massnahmen

Im Übereinkommen sind auch Bestimmungen enthalten, die Handelsverzerrungen (Artikel 5), die Beseitigung des Schutzelementes bei Fiskalzöllen und internen Abgaben (Artikel 6), Zollrückvergütungen (« drawback »), d.h. die Rückvergütung von Einfuhrzöllen auf Materialien, die in der Folge reexportiert oder in die exportierten Waren eingearbeitet werden (Artikel 7) und den Abbau der Ausfuhrzölle und mengenmässigen Ausfuhrbeschränkungen ab 1. Januar 1962 (Artikel 8 und 11) betreffen.

Die Wettbewerbsregeln

Artikel 13 bis 17 befassen sich mit Massnahmen, die sicherstellen sollen, dass die Vorteile, welche sich aus dem Abbau der Zölle und Kontingente ergeben können, nicht durch andere Arten von staatlichen Beihilfen, durch die Praktiken öffentlicher Unternehmungen, durch wettbewerbsbeschränkende Praktiken, Beschränkungen hinsichtlich der Niederlassung (d.h. der Möglichkeit, auf dem Gebiete anderer Mitgliedstaaten einen Betrieb zu eröffnen) und durch Dumping vereitelt werden.

Ausnahmen

Unter bestimmten Bedingungen, z.B. aus Sicherheitsgründen, im Falle von Zahlungsbilanzschwierigkeiten und Schwierigkeiten in speziellen Sektoren der Wirtschaft der Mitgliedsländer (Artikel 18 bis 20) können Mitgliedsländer von der Erfüllung gewisser Verpflichtungen im Rahmen des Übereinkommens befreit werden.

Die Landwirtschaft

Obwohl die EFTA eine Freihandelszone für Industrieerzeugnisse ist, sind die landwirtschaftlichen Interessen ihrer Mitglieder nicht vernachlässigt worden.

In Artikel 22 wird anerkannt, dass das Ziel der Assoziation hinsichtlich der Landwirtschaft eine Erleichterung der Handelsausweitung ist, dergestalt, dass jenen Mitgliedstaaten, deren Wirtschaft weitgehend von der Ausfuhr landwirtschaftlicher Erzeugnisse abhängt, eine angemessene Gegenseitigkeit gewährt wird. Diese Ausweitung des Agrarhandels wird hauptsächlich durch bilaterale Abmachungen (siehe Seite 10) erreicht. Die meisten landwirtschaftlichen Produkte sind in einem Anhang zum Übereinkommen (Anhang D) angeführt; für diese gelten die Bestimmungen des Übereinkommens nicht. Es gibt jedoch einige landwirtschaftliche Erzeugnisse, die wie Industrieprodukte behandelt werden und deshalb auch in den Genuss der Zollsenkungen gelangen.

Fische und Meeresprodukte

Die meisten Fische und Meeresprodukte (angeführt in Anhang E) sind in ähnlicher Weise von den Bestimmungen des Übereinkommens ausgenommen und werden in speziellen Bestimmungen der Artikel 27 und 28 behandelt.

Gewisse Formen von Fischen und Meeresprodukten (z.B. Fischkonserven, Fischöle und Fischmehl) werden gemäss dem Übereinkommen wie Industrieerzeugnisse behandelt. Andere Fisch- und Meeresprodukte, die in Anhang E aufgezählt werden, fallen unter die speziellen Bestimmungen der Artikel 27 und 28 (siehe Seite 11).

Unsichtbare Transaktionen und Überweisungen

Im Übereinkommen wird festgehalten, dass die gemäss anderen internationalen Abmachungen bestehenden Verpflichtungen genügen.

Konsultationen

Artikel 31 sieht vor, dass jeder Mitgliedstaat dem Rat jeden Fall vortragen kann, von dem er glaubt, dass dadurch ein Vorteil, den ihm das Übereinkommen einräumt, oder ein Ziel der Assoziation vereitelt wird oder werden könnte. Nach der Prüfung des Falles erteilt der Rat Empfehlungen auf Grund einer Mehrheitsabstimmung.

Der institutionelle Aufbau

Das Hauptorgan der Assoziation ist der Rat. Er kann entweder auf Minister- oder Beamtenebene zusammentreten. Jeder Mitgliedstaat ist im Rat vertreten und verfügt über eine Stimme. Der Rat übt die ihm durch das Übereinkommen erteilten Vollmachten und Funktionen aus und ist ermächtigt, ihm untergeordnete Organe zu seiner Unterstützung ins Leben zu rufen und für alle Mitgliedstaaten bindende Beschlüsse zu fassen oder Empfehlungen zu unterbreiten. Beschlüsse und Empfehlungen können entweder durch Einstimmigkeit (in allen Fällen, in denen es sich um neue Verpflichtungen handelt) oder durch Mehrheitsabstimmung gemäss dem Übereinkommen zustande kommen. Dem Rat obliegt es nach dem Übereinkommen, Verfahrensregeln festzulegen und ein Sekretariat zu errichten; er ist ermächtigt, Beziehungen mit anderen internationalen Organisationen herzustellen. (Artikel 32-36.)

Beitritt und Assoziation

Jeder Staat kann um Beitritt zur EFTA ansuchen, und jeder Staat, jede Vereinigung von Staaten und jede internationale Organisation kann um Assoziation mit der EFTA ansuchen. Ein Beitritt, d.h. Vollmitgliedschaft, bedarf der einhelligen Zustimmung des Rates, der eigene Bedingungen und Vorschriften stellen bzw. erlassen kann. Eine Ratifizierung durch die Mitgliedsländer ist nicht notwendig. Ein Assoziierungsabkommen muss hingegen von jedem einzelnen Mitgliedstaat ratifiziert werden.

Rücktritt

Jeder Mitgliedstaat kann aus der EFTA unter der Voraussetzung austreten, dass er zwölf Monate vorher schriftlich kündigt.

Das Assoziierungsabkommen mit Finnland

Das Assoziierungsabkommen zwischen Finnland und der EFTA wurde am 27. März 1961 in Helsinki unterzeichnet und trat im Juni 1961 in Kraft. Der Hauptzweck des Abkommens bestand in der Schaffung einer neuen Freihandelsassoziation zwischen den EFTA-Ländern und Finnland. Dementsprechend sah es den stufenweisen Abbau der Zölle und mengenmässigen Einfuhrbeschränkungen in weitgehender Übereinstimmung mit dem Zeitplan des EFTA-Übereinkommens vor. Diese wurden Ende 1967 vollständig beseitigt. Die anderen Bestimmungen sind jenen des EFTA-Übereinkommens sehr ähnlich, mit Ausnahme einiger spezifischer Abweichungen, die die besonderen Probleme der finnischen Wirtschaft berücksichtigen. Ein Gemeinsamer Rat, bestehend aus Vertretern jedes EFTA-Landes und Finnlands, beschäftigt sich mit allen Angelegenheiten, die die Handhabung des Abkommens betreffen. Die Zusammenarbeit zwischen Finnland und der EFTA ist in den jüngsten Jahren immer enger geworden.

Die Mitgliedschaft Islands

Im November 1968 beantragte Island, das bedeutende historische und kulturelle Bindungen an die skandinavischen EFTA-Mitglieder hat, die Aufnahme als Vollmitglied in die EFTA. Es trat am 1. März 1970 dem Übereinkommen von Stockholm und dem Assoziierungs-Abkommen mit Finnland bei.

Die Handhabung des Übereinkommens

Der EFTA-Rat tagt regelmässig, im allgemeinen einmal wöchentlich auf Beamtenebene, d.h. auf der Ebene der Leiter der ständigen Delegationen in Genf. Auf Ministerebene tagt er zweimal jährlich. Tagungen des Gemeinsamen Finnland-EFTA-Rates auf Beamten- und Ministerebene finden gewöhnlich zur gleichen Zeit statt; eine eingehende Beratung der meisten Probleme erfolgt für gewöhnlich im Gemeinsamen Rat.

Die Komitees

Der Rat hat eine Reihe von ständigen Komitees geschaffen:

1. Ein Zollkomitee, das für die praktische Handhabung der Bestimmungen des Übereinkommens, die sich mit den Problemen der Zollverwaltung, insbesondere mit der Anwendung der Regeln betreffend die EFTA-Zollbehandlung befassen, Sorge trägt. Es fördert auch die Zusammenarbeit zwischen den Zollbehörden der einzelnen EFTA-Länder.

2. Ein Komitee der Handelsexperten, das sich mit einem grossen Bereich technischer Handelsprobleme beschäftigt, welche aus der Handhabung des Übereinkommens erwachsen.
3. Ein Landwirtschafts- und Fischereikomitee.
4. Ein Budgetkomitee, welches den Rat in budgetären Fragen berät.

Diese Komitees werden normalerweise von Beamten jedes EFTA-Landes beschiedt.

Darüber hinaus treten noch zwei andere wichtige EFTA-Komitees regelmässig zusammen : das Konsultativkomitee und das Wirtschaftskomitee.

Das Konsultativkomitee setzt sich aus unabhängigen Vertretern verschiedener Interessengruppen, einschliesslich der Vertreter der Gewerkschaften, der Landwirtschaft, des Handels, der Industrie und des Bankwesens aller EFTA-Länder, einschliesslich Finnlands, zusammen. Diesem Komitee kommt eine allgemeine beratende Funktion zu ; es stellt darüber hinaus ein wertvolles Bindeglied zwischen der Assoziation und der öffentlichen Meinung ausserhalb der Regierungskreise dar.

Das Wirtschaftskomitee tritt mindestens einmal jährlich zusammen und kann zusätzlich, falls sich dies als notwendig erweist, weitere Tagungen abhalten, um jedes wirtschaftliche Problem, das einer dringenden Beratung bedarf, zu besprechen.

Ein Komitee für Wirtschaftsentwicklung tritt ebenfalls fallweise wenn nötig zusammen. Es wurde eingesetzt, um die Zusammenarbeit im Bereiche der Wirtschaftsentwicklung zu erleichtern und setzt sich aus Beamten der EFTA-Länder zusammen, die notfalls von spezialisierten Untergruppen von Handels- und Bankexperten oder Vertretern akademischer Institutionen unterstützt werden. Seine Arbeit wird auf Seite 11 eingehender beschrieben.

Wenn nötig werden Arbeitsgruppen eingesetzt, um technische Probleme zu behandeln. Insbesondere während der letzten Jahre wurden einige Angelegenheiten, zu deren Behandlung Arbeitsgruppen hätten eingesetzt werden können, an Tagungen der stellvertretenden Leiter der Delegationen der Mitgliedsländer bei der EFTA erledigt, die in diesen Fällen die Aufgaben von Arbeitsgruppen erfüllten.

Die Beziehungen mit anderen Organisationen und Ländern

Die EFTA unterhält Beziehungen mit einer Anzahl anderer zwischenstaatlicher Organisationen, insbesondere mit der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD), der Organisation des Allgemeinen Zoll- und Handelsabkommens (GATT), dem Europarat, dem Rat für die Zusammenarbeit auf dem Gebiete des Zollwesens und dem Nordischen Rat. Die Verfahrensregeln der OECD enthalten eine Bestimmung, wonach der Generalsekretär der EFTA oder sein Vertreter an Tagungen von OECD-Organen teilnehmen kann.

(Die Beziehungen zwischen den EFTA-Ländern und den Europäischen Gemeinschaften werden auf den Seiten 11-14 gesondert behandelt).

EINIGE GRUNDLEGENDE STATISTIKEN ÜBER DIE EFTA-LÄNDER

	Österreich	Finnland	Island	Norwegen	Portugal	Schweden	Schweiz
BEVÖLKERUNG (1971)	7,46 Mill.	4,68 Mill.	210.000	3,9 Mill.	8,95 Mill.	8,11 Mill.	6,3 Mill.
BESCHÄFTIGTE (1970)	3,03 Mill.	2,13 Mill.	68.000	1,4 Mill.	3,4 Mill.	3,5 Mill.	2,5 Mill.
% in Industrie, Bau und Bergbau	39,1 %	33,0 %	33,8 %	35,6 %	33 %	38,5 %	49,5 %
% in Landwirtschaft, Forstwirtschaft und Fischerei	17,4 %	20,2 %	24,3 %	19,5 %	35 %	8,1 %	11,2 %
% in Dienstleistungen	43,5 %	46,8 %	41,9 %	44,9 %	32 %	53,4 %	39,3 %
FLÄCHE (in Km²)	83.850	337.000	103.000	324.220	88.500	411.406	41.288
HAUPTSTADT	Wien	Helsinki	Reykjavik	Oslo	Lissabon	Stockholm	Bern
Bevölkerung (1970)	1.600.000	535.000	82.000	487.000	1.100.000	1.335.000	259.000
INDEX DER INDUSTRIEPRODUKTION 1971 (1963 = 100)							
Insgesamt	145	164	—	150	168	149	146
Verarbeitende Industrie	142	165	—	148	167	142	146
PREISINDIZES							
Grosshandelspreise (1963 = 100)	122	148,7		129	127	130	114
Verbraucherpreise (1963 = 100)	134	122	250	149	163	145	134,6
%-Anteil von Industrie und Bergbau am BNP	35,7 %	30,4 %	18 %	28,8 %	36,6 %	27,0 %	37,1 %
%-Anteil der Dienstleistungen am BNP	47,4 %	45,9 %	46 %	56,7 %	41,0 %	60,8 %	46,7 %
%-Anteil von Landwirtschaft, Forstwirtschaft und Fischerei am BNP	6,9 %	14,0 %	23 %	6,3 %	17,3 %	4,1 %	6,4 %
%-Anteil der Bauwirtschaft am BNP	10 %	9,7 %	13 %	8,2 %	5,1 %	8,1 %	9,8 %
AUSSENHANDEL (1972) (in Mill. US-Dollar *)							
Gesamtexporte (fob)	3.852	2.947	189	3.280	1.287	8.654	6.832
%-Anteil der Exporte nach der EFTA (der 7)	19 %	25 %	17 %	21 %	15 %	21 %	11 %
%-Anteil der Exporte nach der EWG (der 9)	49 %	43 %	33 %	50 %	47 %	50 %	46 %
Gesamtimporte (cif)	5.175	3.197	231	4.371	2.185	7.946	8.465
%-Anteil der Importe aus der EFTA (der 7)	11 %	25 %	14 %	26 %	10 %	18 %	10 %
%-Anteil der Importe aus der EWG (der 9)	65 %	42 %	53 %	45 %	46 %	57 %	69 %
VERSCHIEDENE ANGABEN							
Tageszeitungen pro 1.000 Bewohner (1970)	268	249	448	338	71	534	375
Telefone pro 1.000 Bewohner (1970)	193	596	347	294	78	537	482
Radio- und Fernsehgeräte pro 1.000 Bewohner (1970)	465	150	486	527	185	352**	498
Privatkraftwagen pro 1.000 Bewohner (1970)	160		190	192	65	282	220

* Verwendete Wechselkurse: 1 US-Dollar = 23,3 Österr. Schillinge, 4,1 Finnische Mark, 88,44 Isländische Kronen, 6,59 Norwegische Kronen, 27,25 Portugiesische Escudos, 4,8129 Schwedische Kronen und 3, 819 Schweizerfranken.

** Ab 1969 werden in Schweden kombinierte Radio- und Fernsehizenzen erteilt, wodurch sich die statistische Gesamtzahl stark verringerte.

Eine gemeinsame Arbeitsgruppe, an der alle EFTA-Länder und Jugoslawien teilnahmen, wurde im Jahre 1967 gegründet, um über die Möglichkeiten des Ausbaus der wirtschaftlichen und technischen Zusammenarbeit sowie über die Förderung des Handels zwischen Jugoslawien und der EFTA zu beraten. Seither war Jugoslawien als Beobachter in zahlreichen technischen Ausschüssen der EFTA vertreten.

In Verbindung mit den Sitzungen der Beratenden Versammlung des Europarates haben die Parlamentarier aus den EFTA-Ländern es sich zur Gewohnheit gemacht, regelmässige informelle Tagungen abzuhalten, um Entwicklungen in der EFTA und in der europäischen Integration in ihrer Gesamtheit zu besprechen.

Die Fortschritte der EFTA auf dem Wege zur Freihandelszone

Einfuhrzölle

Das EFTA-Übereinkommen sieht den stufenweisen Abbau und die endgültige Beseitigung aller Schutzzölle auf Industrierzeugnisse mit EFTA-Ursprung vor.

Nach dem ursprünglichen Zeitplan des Übereinkommens sollten die Zölle bis 1. Januar 1970 abgebaut sein. Die Zollsenkungen nach diesem Zeitplan wurden jedoch stark beschleunigt, und im wesentlichen wurden alle EFTA-Zölle endgültig am 31. Dezember 1966 beseitigt.

Im Rahmen des Finnland-EFTA-Abkommens beseitigte Finnland alle seine Schutzzölle auf Importe aus den EFTA-Partnerstaaten Ende 1967.

Das Übereinkommen enthält ferner eine Sonderregelung für Portugal. Während es die Zölle bei einigen Waren nach dem allgemeinen Zollsenkungszeitplan abbaute, kommt für die im Anhang G aufgeführten Waren ein längerfristiger Zeitplan zur Anwendung, wonach die Zölle bis 1. Januar 1980 zu beseitigen sind. Für die im Anhang G aufscheinenden Positionen wurden die portugiesischen Zölle ab 1. Januar 1973 auf 40 % der Ausgangszölle gesenkt.

Nach dem für Island geltenden Zeitplan werden die isländischen Schutzzölle bis 1. Januar 1980 vollständig beseitigt werden. Eine erste 30-prozentige Zollsenkung erfolgte zum Zeitpunkt des Beitritts Islands zur EFTA. Ab 1. Januar 1974 werden die Zölle jeweils zu Jahresbeginn um je 10 % gesenkt.

Mengenmässige Einfuhrbeschränkungen

Mit der Abschaffung der mengenmässigen Einfuhrbeschränkungen sind die EFTA-Länder, wie bei den Einfuhrzöllen, schneller vorangekommen als im Übereinkommen vorgesehen war. Bis Ende 1963 hatten die Mitgliedstaaten den Grossteil ihrer mengenmässigen Beschränkungen für EFTA-Waren beseitigt und die noch verbleibenden Einfuhrkontingente beträchtlich aufgestockt. Im wesentlichen wurden alle diese restlichen Kontingente Ende 1966 endgültig abgeschafft.

Andere Handelsschranken

Mit dem Abbau der Zölle und Kontingente haben andere Handelshemmnisse an Bedeutung gewonnen. Ihnen ist ein Grossteil der Arbeit der EFTA gewidmet.

Ein Teil dieser Arbeit bezieht sich auf die « Wettbewerbsregeln » des Übereinkommens von Stockholm. Alle fünf Regeln wurden von Arbeitsgruppen eingehend untersucht. Bei vier Regeln, die sich mit den staatlichen Beihilfen, den Beschaffungspraktiken öffentlicher Unternehmungen, den wettbewerbsbeschränkenden Praktiken und der Niederlassung befassen, billigte und veröffentlichte der Rat Interpretationen; einige Punkte sind jedoch noch zu klären. Ein Verfahren zur Behandlung von « prima facie » Verstössen gegen die Wettbewerbsregeln wurde ebenfalls genehmigt. Hinsichtlich der fünften Wettbewerbsregel, die sich mit subventionierten und Dumping-Importen befasst, genehmigte der Rat die Empfehlung einer Arbeitsgruppe, wonach zusätzliche Regelungen nicht notwendig seien. Die Bemühungen, die darauf abzielen zu gewährleisten, dass Gesetzgebung und Praxis aller Mitgliedstaaten die Anwendung dieser vereinbarten Auslegungen ermöglichen, werden fortgesetzt.

Andere Handelsschranken, die derzeit in Bearbeitung sind, betreffen Angelegenheiten ausserhalb des Stockholmer Übereinkommens. Viel Arbeit wurde auf dem Gebiet der obligatorischen technischen Vorschriften geleistet. Zum Beispiel billigten die EFTA-Regierungen ein Verfahren zur gegenseitigen Verwendung gewisse Prüfungsberichte für elektrotechnische Geräte durch die zuständigen Prüfanstalten in den EFTA-Staaten. Demzufolge muss ein Hersteller elektrotechnischer Geräte sein Produkt nicht mehr unbedingt in jedem der acht Vertragsstaaten prüfen lassen, bevor er es auf den Markt bringen kann. Im Jahre 1970 beschlossen die EFTA-Länder ein Übereinkommen zur gegenseitigen Anerkennung von Inspektionen betreffend die Herstellung pharmazeutischer Produkte. Das gleiche Prinzip der gegenseitigen Anerkennung von Inspektionen wurde auch auf Druckbehälter, Lebensrettungs- und Feuerbekämpfungseinrichtungen auf Schiffen, Traktoren für die Landwirtschaft sowie die Punzierung von Gegenständen aus Edelmetallen ausgedehnt. Alle diese Abkommen werden sich auf den Freihandel mit diesen Erzeugnissen günstig auswirken.

Obleich diese Abkommen unter den Auspizien der EFTA ausgearbeitet wurden, stellen sie gesonderte Abmachungen dar, die von der EFTA unabhängig sind. Dänemark und das Vereinigte Königreich bleiben somit auch nach ihrem Austritt Vertragsstaaten der Übereinkommen und die zuständigen Behörden jedes Landes können sich an ihnen beteiligen.

Der Handel mit landwirtschaftlichen Erzeugnissen

Die Bestimmungen des Übereinkommens hinsichtlich des automatischen Abbaus der Zölle und Kontingente finden keine Anwendung auf die im Anhang D angeführten Produkte, obwohl die Förderung einer Ausweitung des Handels mit landwirtschaftlichen Erzeugnissen ein Ziel der Assoziation darstellt. Es wurde jedoch eine Anzahl bilateraler Abkommen abgeschlossen, durch welche sich die EFTA-Länder gegenseitige Zugeständnisse im Handel mit Agrarprodukten einräumten.

Der Handel mit Fischen und Meeresprodukten

Ebenso wie landwirtschaftliche Erzeugnisse, fallen Fische und Meeresprodukte (angeführt in Anhang E zum Übereinkommen) im allgemeinen nicht unter die Bestimmungen über die automatische Beseitigung der Zölle und Kontingente, obwohl die Förderung des Handels mit diesen Waren auch ein Ziel des EFTA-Übereinkommens darstellt. Eine beträchtliche Anzahl dieser Produkte, z.B. gefrorene Fischfilets, scheint jedoch nicht im Anhang E auf und wird daher zollfrei gehandelt.

Das Komitee für Wirtschaftsentwicklung

An der im Jahre 1963 in Lissabon abgehaltenen Ministertagung wurde die Errichtung eines Komitees für Wirtschaftsentwicklung beschlossen. Sein Ziel besteht in der Erleichterung der Zusammenarbeit auf dem Gebiete der Wirtschaftsentwicklung, und zwar sowohl zwischen Regierungen als auch zwischen privaten Unternehmungen. Dem Komitee obliegt es, alle Fragen im Zusammenhang mit der Wirtschaftsentwicklung, die ihm vom Rat zugewiesen werden, zu prüfen und den geeigneten Mechanismus für die weitere Untersuchung dieser Probleme vorzuschlagen (spezielle Arbeitsgruppen usw.).

Seine Aufgabe besteht weitgehend darin, Expertenwissen, Ratschläge, technische Mittel und organisatorische Fähigkeiten, die in einigen EFTA-Ländern vorhanden sind, vorteilhaft auf die Probleme anderer Mitglieder anzuwenden. Das Komitee unterstützte und veröffentlichte eine Reihe von Studien über Fragen der regionalen Entwicklung. Weitere Untersuchungen des Komitees erstreckten sich auf verschiedene Themen wie zum Beispiel den Frachtumschlag in EFTA-Häfen, spezifische Untersuchungen ausgewählter Industrien, verschiedene Aspekte des Fremdenverkehrs und Mittel und Wege zur Handhabung internationaler Subkontrakte.

Einem vereinten Europamarkt entgegen

Die ersten neun Jahre nach Gründung der EFTA waren durch die reibungslose Zusammenarbeit bei der Errichtung und Vollendung der Freihandelszone gekennzeichnet. Die EFTA-Länder verloren jedoch niemals ihr zweites Ziel, nämlich die Schaffung eines einzigen, ganz Westeuropa umfassenden Marktes, aus den Augen.

Die EFTA und die Europäische Wirtschaftsgemeinschaft

Schon von ihrer Gründung an betonte die EFTA nachdrücklich, dass ihre Mitglieder entschlossen seien, alles in ihrer Macht Stehende zu tun, um die beiden europäischen Wirtschaftsgebiete zusammenzubringen. Während der sechziger Jahre wurden zwei Versuche unternommen, um dieses Ziel zu erreichen. Der erste Versuch der britischen Regierung, die Bedingungen des britischen Beitritts im Verhandlungswege festzulegen, führte im Jahre 1963

zu einem Misserfolg, der weitgehend auf französischen Einspruch zurückzuführen war. Damals wurden auch die Beitrittsverhandlungen Dänemarks und Norwegens sowie die Bemühungen der anderen EFTA-Länder um Freihandelsarrangements mit der EWG unterbrochen. Ein zweiter Versuch wurde von der britischen Regierung im Jahre 1967 unternommen, der infolge des zweiten Vetos Frankreichs ebenfalls zu einem Misserfolg führte.

Die Lage änderte sich jedoch grundlegend infolge der Gipfelkonferenz der Regierungschefs der EG in Den Haag Anfang Dezember 1969. An dieser Tagung stimmten die EG grundsätzlich der Erweiterung der Gemeinschaften durch den Beitritt neuer Mitglieder sowie der Notwendigkeit von Handelsabkommen mit jenen EFTA-Ländern, die voraussichtlich nicht um Mitgliedschaft ansuchen würden, zu.

Am 30. Juni 1970 wurden die Verhandlungen zwischen dem Ministerrat der EG und den drei EFTA-Ländern, die um Mitgliedschaft angesucht hatten — Grossbritannien, Dänemark und Norwegen — eröffnet. Drei Monate danach begannen die exploratorischen Gespräche zwischen der Kommission der EG und den sechs EFTA-Ländern, die um Handelsarrangements, nicht jedoch um Vollmitgliedschaft angesucht hatten, nämlich Finnland, Island, Österreich, Portugal, Schweden und die Schweiz.

Im Januar 1972 wurden die Verhandlungen zwischen den Gemeinschaften und den Regierungen des Vereinigten Königreichs, Dänemark und Norwegens in zufriedenstellender Weise abgeschlossen. Die drei genannten Länder unterzeichneten am 22. Januar 1972 den Beitrittsvertrag, demzufolge sie mit 1. Januar 1973 Mitgliedstaaten der erweiterten Gemeinschaften werden sollten. Dänemark und das Vereinigte Königreich traten tatsächlich zum genannten Zeitpunkt den Gemeinschaften bei. In Norwegen sprach sich hingegen eine Mehrheit der Stimmbürger in einer im September 1972 abgehaltenen Volksabstimmung gegen den Beitritt des Landes zu den Gemeinschaften aus. Infolgedessen trat die norwegische Regierung zurück und es wurde eine neue Regierung gebildet, die Verhandlungen mit den Gemeinschaften über den Abschluss eines Freihandelsabkommens aufnahm. Das Abkommen wurde am 14. Mai 1973 unterzeichnet und trat am 1. Juli 1973 in Kraft.

Die Freihandelsabkommen

In der Zwischenzeit wurden die Verhandlungen zwischen den übrigen EFTA-Ländern und den Gemeinschaften erfolgreich abgeschlossen. Am 22. Juli 1972 unterzeichneten die Gemeinschaften und fünf EFTA-Länder — Island, Österreich, Portugal, Schweden und die Schweiz — Freihandelsabkommen, die den Freihandel mit Industrieerzeugnissen zum Gegenstand haben. Diese Abkommen traten am 1. Januar 1973 bzw. am 1. April 1973 (Island) in Kraft. Das Freihandelsabkommen zwischen Finnland und den Gemeinschaften wurde am 22. Juli nur paraphiert, da sich die damals amtierende Minderheitsregierung nicht in der Lage sah, das Abkommen auf Grund einer Minderheitsbasis im Parlament zu unterzeichnen. Zum Zeitpunkt der Abfassung der vorliegenden Broschüre war das Freihandelsabkommen vom finnischen Parlament noch nicht gebilligt.

Es ist zu vermerken, dass sich die Freihandelsabkommen auf den Freihandel innerhalb der EFTA, der auf Grund des Stockholmer Übereinkommens fortgeführt wird, praktisch nicht auswirken.

Alle Freihandelsabkommen sehen die gleiche Übergangszeit vor wie der Beitrittsvertrag für die neuen Mitgliedstaaten der EG, und zwar werden die Zölle in fünf Stufen zu je 20 % in der Zeit zwischen dem 1. April 1973 und dem 1. Juli 1977 auf Null abgebaut. Die Freihandelsabkommen sehen auch vor, dass der bereits zwischen den EFTA-Ländern sowie Dänemark und dem Vereinigten Königreich verwirklichte Freihandel mit Industrieerzeugnissen während der Übergangszeit ungehindert fortgeführt wird.

Die Wirkung der Freihandelsabkommen besteht somit darin, dass der ursprünglich in der EFTA und in den Gemeinschaften getrennt verwirklichte Freihandel auf fast ganz Westeuropa ausgedehnt wird. Mitte 1977 wird dieses Gebiet zu einem einzigen Markt mit mehr als 300 Millionen kaufkräftigen Konsumenten und somit zur bei weitem grössten Handelsgruppierung der Welt werden.

Der viereinvierteljährige Zollabbau-Zeitplan wird jedoch nicht ganz einheitlich angewandt, sondern es sind einige Ausnahmen vorgesehen. Island wurde für den Abbau seiner Einfuhrzölle auf Industrieerzeugnisse der gleiche längerfristige Zeitplan zugestanden, der schon anlässlich des Beitrittes dieses Landes zur EFTA im Jahre 1970 gewährt wurde. Ferner wurden Island bedeutende Zugeständnisse hinsichtlich seiner Ausfuhr von Fischen und Fischereiprodukten nach den Gemeinschaften gemacht (die allerdings einer befriedigenden Beilegung des Konfliktes mit der Bundesrepublik Deutschland und dem Vereinigten Königreich über die Fischereigrenzen untergeordnet ist). Auch Portugal wurden in dem Freihandelsabkommen mit den Gemeinschaften ein längerfristiger Zollabbau-Zeitplan und bedeutende Zugeständnisse der EG bezüglich der portugiesischen Agrarexporte eingeräumt.

Einschränkend muss festgehalten werden, dass es die Gemeinschaften ablehnten, den viereinvierteljährigen Zollabbau-Zeitplan auf bestimmte « sensible Produkte » anzuwenden, die von den EG aus der EFTA eingeführt werden. Die stärksten Abweichungen vom allgemeinen Zollabbau-Zeitplan betreffen Papierwaren, auf welche die EG die Einfuhrzölle erst nach einer Übergangszeit von 11 Jahren beseitigen werden. Diese Bestimmung betrifft vor allem Finnland und Schweden. Bestimmte NE-Metalle und Legierungen unterliegen gemäss den Freihandelsabkommen einem siebenjährigen Zollabbau-Zeitplan und die Einfuhr dieser Produkte in die EG ist während dieses Zeitraumes durch Importplafonds begrenzt. Diese Bestimmungen verursachen vor allem Norwegen und Schweden besondere Schwierigkeiten.

Ein weiterer Bereich, in dem die Freihandelsabkommen etwas restriktiver sind als die in der EFTA geübte Praxis, ist jener der landwirtschaftlichen Verarbeitungsprodukte, vor allem verarbeiteter Nahrungsmittel. In der EFTA wurden diese Produkte als Industrieerzeugnisse angesehen und daher zollfrei gehandelt. Gemäss dem in den Freihandelsabkommen festgelegten Regeln beziehen sich die Zölle auf diese Waren auf zwei Elemente :

- a) auf die Wertsteigerung, die durch die Verarbeitung der Rohstoffe entsteht, d.h. das industrielle Element ;
- b) auf den Wert der verarbeiteten landwirtschaftlichen Rohstoffe.

Die Importzölle auf das unter a) genannten Element sind gemäss dem normalen Zeitplan auf Null zu senken. Die Zölle auf das unter b) genannte Element können jedoch beibehalten werden, um gleiche Wettbewerbsverhältnisse zwischen Ländern herzustellen, deren Industrien unterschiedliche Preise

für landwirtschaftliche Rohstoffe zu bezahlen haben. Aus praktischen Gründen wurde dieses System der unterschiedlichen Zollerhebung auf die zwei gesonderten Elemente ab April 1973 auch in der EFTA eingeführt.

Die erste 20-prozentige Senkung der Zölle auf Industrieerzeugnisse wurde von den Gemeinschaften und den EFTA-Ländern, deren Freihandelsabkommen damals bereits in Kraft waren, am 1. April 1973 vorgenommen. Österreich stellte eine Ausnahme dar, da es ein « Interimsabkommen » mit den Gemeinschaften abgeschlossen hatte, demzufolge die EG und Österreich am 1. Oktober 1972 eine 30-prozentige Senkung ihrer Aussenzölle vornahmen. Eine weitere 10-prozentige reziproke Senkung der Zölle im Handel zwischen den EG und Österreich wird am 1. Januar 1974 erfolgen, wodurch Österreich mit dem Zollsenkungs-Zeitplan der anderen EFTA-Länder, die Freihandelsabkommen mit den Gemeinschaften abgeschlossen haben, gleichziehen wird. Weder Finnland noch Norwegen beteiligten sich — aus den vorstehend angeführten Gründen — an der 20-prozentigen Zollsenkung vom 1. April 1973.

Die Ursprungsregeln

Wie auf Seite 3 erwähnt, enthalten die Freihandelsabkommen neue Ursprungsregeln, die dazu dienen, zu bestimmen, ob eine Ware ein « Ursprungserzeugnis » ist und daher in den Genuss der Zollvorteile des Freihandelsabkommens gelangt. Diese Regeln sind kompliziert und können hier nur kurz zusammengefasst werden. Wie schon gemäss den früheren Ursprungsregeln der EFTA, gilt eine Ware natürlich als Ursprungserzeugnis, wenn sie vollständig auf dem Gebiete einer der Vertragsparteien erzeugt worden ist. In Industrieländern, von denen nur wenige sämtliche Rohstoffe und Industriekapazitäten besitzen, um ein Produkt zur Gänze zu erzeugen, stellen solche Fälle natürlich Ausnahmen dar. Das wichtigste Kriterium der neuen Ursprungsregeln geht daher dahin, dass eine Ware in den Genuss der Zollvorteile des Freihandelsabkommens gelangt, wenn sie so ausreichend be- oder verarbeitet wurde, dass sie unter eine andere Tarifnummer des Brüsseler Zolltarifschemas einzureihen ist. Als allgemeine Regel kann somit festgehalten werden, dass eine Ware, die im Exportland aus Drittlandsprodukten hergestellt worden ist und derartig be- oder verarbeitet wurde, dass dies einen Wechsel der Tarifnummer zur Folge hat, als Ursprungserzeugnis gilt und in den Genuss der Zollvorteile des Freihandelsabkommens gelangt. Dieser allgemeine Grundsatz wird durch andere Bedingungen modifiziert, die von Produkt zu Produkt verschieden sind und insbesondere einen bestimmten Be- oder Verarbeitungsvorgang oder ein Prozentsatzkriterium zur Voraussetzung machen können.

Die neuen Ursprungsregeln traten im Handel zwischen den EFTA-Ländern und den Gemeinschaften am 1. April 1973 in Kraft — sie wurden ab diesem Zeitpunkt auch auf Finnland und Norwegen angewandt — und es wurden gleichzeitig neue, Warenverkehrsbescheinigungen genannte Ursprungsnachweise ausgegeben, die den Exportsendungen beigegeben werden müssen. Da es für die Zollverwaltungen schwierig gewesen wäre, auf Exporte verschiedener Länder unterschiedliche Ursprungsregeln anzuwenden, beschlossen die EFTA-Länder, die Ursprungsregeln der Freihandelsabkommen auch im Handel untereinander anzuwenden.

Industrielle und Handelstreibende, die sich über die Auswirkungen der neuen Ursprungsregeln auf ihre Erzeugnisse zu informieren wünschen, mögen sich an ihre jeweiligen nationalen Zollbehörden wenden.

Der EFTA-Handel

Die sieben EFTA-Länder, die insgesamt eine Einwohnerzahl von weniger als 40 Millionen haben, bestreiten 7,2 % des gesamten Weltexports und 9,3 % des gesamten Weltimports. In den Jahren 1959 (dem letzten Jahr vor Gründung der EFTA) bis 1971 erhöhte sich der Handel zwischen diesen sieben Ländern mit einer durchschnittlichen jährlichen Zuwachsrate von 15,4 %.

Im Jahre 1972 stiegen sowohl die Exporte als auch die Importe der EFTA-Länder* weiterhin stark an. Die Gesamtexporte (fob) erhöhten sich um 20,5 % auf 27 Milliarden Dollar und die Gesamtimporte (cif) um 15,7 % auf 32 Milliarden Dollar.

Der EFTA-Binnenhandel — an den Exporten (fob) gemessen — stieg wertmässig um 20,3 % auf 5.127 Millionen Dollar. Obgleich dieser Zuwachs hoch war, war er doch geringer als der Zuwachs der Exporte der EFTA-Länder nach den USA, nach Osteuropa und nach der Welt.

Der Handel mit den neun Ländern der erweiterten Gemeinschaften expandierte ebenfalls sehr stark. Die Exporte der EFTA erhöhten sich im Jahre 1972 um 18,8 % auf 13 Milliarden Dollar und die Importe aus den EG um 16,9 % auf 18 Milliarden Dollar.

Der Handel mit den USA stieg im Jahre 1972 gegenüber dem Vorjahr sehr stark an. Die Exporte der EFTA erhöhten sich um 24,6 % auf 1.946 Millionen Dollar und die Importe aus den USA um 11,4 % auf 1.947 Millionen Dollar. Der Handel zwischen der EFTA und den USA war somit bemerkenswert ausgeglichen.

Der Handel mit Osteuropa war im Jahre 1972 ebenfalls ausgeglichen. Die Exporte der EFTA stiegen um 23,7 % auf 1.634 Millionen Dollar und die Importe um 4,3 % auf 1.631 Millionen Dollar.

Der Handel mit der übrigen Welt expandierte auf der Exportseite um 22,4 % auf 5.328 Millionen Dollar und auf der Importseite um 15,1% auf 4.927 Millionen Dollar.

Wie bei Industrieländern zu erwarten war, bestand der Hauptteil des EFTA-Handels aus Industrieerzeugnissen, die etwa die Hälfte der Importe und drei Viertel der Exporte ausmachten. Die bedeutendste Ausnahme ist Island, dessen Exporte zu etwa 80 % aus Fischereiprodukten bestehen. Portugal stellt ebenfalls eine Ausnahme dar, da es bedeutende Mengen von

* d.h. der sieben nach Austritt Dänemarks und des Vereinigten Königreiches verbleibenden EFTA-Länder.

Agrarprodukten, einschliesslich verarbeiteter Nahrungsmittel, Weine, Fischereiprodukte und Kork exportiert.

Auch zwischen Umfang und Zusammensetzung der Exporte anderer EFTA-Länder bestehen Unterschiede. So bestehen z. B. die Exporte Finnlands hauptsächlich aus Produkten der Holzverarbeitenden Industrie, insbesondere Papier. Diese Waren, ebenso wie Aluminium, Eisen und Stahl sowie Chemikalien nehmen auch in den Exporten Norwegens einen hervorragenden Platz ein. Obgleich Schweden bedeutende Exporte von Chemikalien, Maschinen und Verkehrsmitteln (einschliesslich Personenkraftwagen) tätigt, besteht etwa die Hälfte der schwedischen Exporte aus Holz, Papier, Eisen und Stahl. Hauptexportprodukte der Schweiz sind Uhren, Maschinen, Chemikalien, pharmazeutische Erzeugnisse und Textilien.

Einige Publikationen der EFTA

Publikationen der EFTA sind auf Wunsch erhältlich vom :

Presse- und Informationsdienst der
Europäischen Freihandelsassoziation
9-11, rue de Varembe
1211 Genf 20, Schweiz

sowie von den zuständigen Behörden der EFTA-Länder.

- | | |
|-------------------------------|--|
| EFTA-Bulletin | Erscheint neunmal jährlich und berichtet über die laufende Arbeit und die Ereignisse in der Europäischen Freihandelsassoziation. Es enthält auch Artikel über verschiedene die EFTA betreffende Fragen (Englisch, Französisch, Deutsch). |
| Jahresbericht | Erscheint jährlich im September ; ein Bericht über die Arbeit der EFTA und die Entwicklung der Assoziation während der 12 Monate bis Ende Juni jedes Jahres. Er analysiert die Trends im Handel zwischen den EFTA-Ländern und zwischen der EFTA und der übrigen Welt. Berichte über vorhergehende Jahre noch vorhanden (Englisch, Französisch, Deutsch). |
| EFTA-Handel | Eine eingehende Studie der Handelsströme innerhalb der EFTA und der Wirtschaftsstruktur der EFTA-Länder, einzeln sowie als Wirtschaftsgruppe betrachtet. Erscheint jährlich (englisch, französisch, deutsch). |
| Das Stockholmer Übereinkommen | Übereinkommen zur Errichtung der Europäischen Freihandelsassoziation und Abkommen zur Schaffung einer Assoziation zwischen den Mitgliedstaaten der Europäischen Freihandelsassoziation und der Republik Finnland (zweisprachige englisch- französische Ausgabe). |
| EFTA —
Wesen und Ziele | Eine kurze, doch vollständige Schilderung der Aufgaben und Ziele der EFTA enthält der Faltprospekt « EFTA—Wesen und Ziele » (Englisch, Französisch, Deutsch). |